fr

Press release | 06.07.2011

Santé et sécurité au travail

Les eurodéputés Verts solidaires des ouvriers du chantier de l'EPR de Flamanville

Une délégation syndicale de la CGT était reçue aujourd'hui par le Groupe des Verts/ALE au Parlement européen de Strasbourg. Ils venaient interpeller les députées sur la situation des salariés intérimaires européens, et notamment polonais travaillant sur le chantier de l'EPR de Flamanville piloté par Bouygues, sur le non-respect du droit social et du droit du travail français, mais aussi des directives européennes en matière de détachement des travailleurs, de travail temporaire et de santé et de sécurité au travail. Il est grand temps de lutter avec efficacité contre le dumping social.

Les députées européennes Verts/ALE **Karima DELLI**, membre de la commission parlementaire de l'emploi et des affaires sociales, rapporteure sur la stratégie européenne des conditions de santé et de sécurité au travail, et **Michèle RIVASI**, membre de la commission parlementaire de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, et la sénatrice EELV **Marie-Christine Blandin**, membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), ont exprimé leur soutien à ces salariés:

"*Il est inacceptable qu'en 2011, il ait fallu attendre deux décès de travailleurs étrangers sur le chantier de l'EPR pour que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), commence à enquêter sur les conditions de travail et d'emploi de ces ouvriers, la plupart originaires d'Europe centrale et orientale.*

Nous espérons que le gouvernement français prenne des sanctions efficaces et immédiates contre les donneurs d'ordre EDF et Bouygues, ainsi que la société Atlanco, employeur des intérimaires, pour les violations constatées du droit européen.

Nous demandons également à la Commission européenne le renforcement de la directive sur les travailleurs détachés afin d'assurer l'égalité des droits pour tous.

Enfin, nous souhaitons un encadrement plus strict de la sous-traitance et que la chaîne de responsabilités s'applique aux donneurs d'ordre. Il faut aller vers le mieux-disant social en matière d'appel d'offre, et véritablement lutter contre l'esclavage moderne".

Recommended

Press release

@gettysignature



U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…

04.11.2026

Press release



Conservatives and Social Democrats Put Jobs at Risk

22.10.2026

Press release

© Eva Serrabassa



[Data centres: Tech companies must no longer be allowed…]

21.09.2026

Press release

Maridav



[Freedom of movement made easier by social security coo…]

07.07.2026

Responsible MEPs



Karima Delli

Member



Michèle Rivasi

Member

Please share

- E-Mail